

**Les scénarios
économiques
mondiaux
à l'horizon 2000
d'Interfuturs.**

Par Michel Courcier.

LES SCÉNARIOS ÉCONOMIQUES MONDIAUX A L'HORIZON 2000 D'INTERFUTURS

Par Michel Courcier.

INTRODUCTION

Un éclairage stratégique de l'horizon 2000.

I - LES TENDANCES LOURDES

- 1 - Des ressources mondiales suffisantes mais mal réparties.
 - a) Une alimentation adéquate, au prix d'immenses efforts.
 - b) Energie : vingt mauvaises années à passer.
 - c) Matières premières : concentration géographique des réserves et vulnérabilité de l'Europe et du Japon.
 - d) Une population du Tiers-Monde nombreuse, jeune et urbanisée.
 - e) Conclusion : pas de limite physique à une croissance planétaire d'ici 2000.

- 2 - A l'Ouest, aptitudes économiques et contradictions sociopolitiques.
 - a) Une croissance économique potentielle toujours rapide.
 - b) Trois entraves macroéconomiques.
 - c) Nouvelles aspirations et résistances aux adaptations.

- 3 - Au Sud, une croissance plus rapide mais peut-être éclatée.
 - a) Un changement plus rapide qu'à l'Ouest.
 - b) Des disparités accentuées.
 - c) Le choix entre trois stratégies.
 - d) De toute façon, un impact majeur sur l'Ouest.

II - LES SIX SCÉNARIOS D'« INTERFUTURS »

1 - Les choix stratégiques.

- a) A l'Ouest : croissance à l'ancienne, nouvelles valeurs, tensions internes.
- b) Relations Ouest-Ouest : collégialité ou rivalité.
- c) Relations Ouest-Sud : concertation, polarisation, autonomie.
- d) Les pays du Sud se définiraient par rapport à l'Ouest !

2 - Les six scénarios.

- a) Croissance mondiale forte et concertée (scénario A).
- b) Croissance modérée, harmonieuse et solidaire (scénario B₁).
- c) Croissance freinée par les tensions sociales aux Etats-Unis et en Europe (scénario B₂).
- d) Croissances divergentes à l'Ouest (scénario B₂).
- e) Rupture Nord-Sud (scénario C).
- f) Trois blocs Nord-Sud (scénario D).
- g) Conclusion : des probabilités inégales.

3 - Gagnants et perdants.

- a) La CEE perd dans tous les scénarios de conflit.
- b) Le Sud progresse mais rattrape peu en termes de revenu par habitant.
- c) Le recul occidental est particulièrement net pour l'industrie.
- d) Les nouvelles structures du commerce mondial de biens manufacturés.

CONCLUSIONS

- a) Les pays européens davantage vulnérables.
- b) Voir, choisir, agir à l'échelle mondiale.

Introduction.

Un éclairage stratégique de l'horizon 2000.

Dans un monde qui évolue rapidement, et dont les structures de base elles-mêmes semblent se modifier en profondeur, il est de plus en plus nécessaire de consacrer une part suffisante des travaux d'analyse aux problèmes économiques de long terme, afin de mieux définir des stratégies rationnelles au niveau des Etats ou des firmes.

Dans un monde qui change, c'est aujourd'hui qu'il faut déjà décider des programmes de formation pour les dix ou vingt ans qui viennent, construire des plans de recherches et des schémas d'investissements d'infrastructures et des grands projets industriels de demain. C'est dès à présent aussi qu'il convient de chercher à mieux voir les axes principaux d'une politique de pénétration et de concurrence à l'échelle internationale, pressentir les marchés d'avenir dans les pays promis à un développement économique significatif et durable et donc examiner le plus systématiquement possible les stratégies des principaux acteurs de la scène économique mondiale dans les deux décennies qui viennent.

Jusqu'à présent, on est forcé de reconnaître que relativement peu de moyens ont été consacrés à des analyses économiques à long terme : les Nations unies (Léontief), la Banque mondiale, le Club de Rome, quelques équipes aux Etats-Unis, en URSS au Royaume-Uni et en France ont entrepris des travaux de ce type pas tous chiffrés à l'échelle mondiale, ni toujours construits de façon à saisir simultanément les problèmes de *structures* (les états, les situations) les problèmes de *décisions* (ou de comportements) et les problèmes posés par les *transformations* économiques au sens strict (production, consommation, revenus...). Or, étudier rationnellement le long terme et les grandes mutations possibles de l'économie mondiale requiert ce triple niveau d'analyses.

C'est dire tout l'intérêt qu'il faut attacher, même s'il s'agit de premiers travaux, aux études (récemment publiées par l'OCDE) (1) de l'équipe Interfuturs, sur les évolutions possibles à long terme des sociétés industrielles avancées et des pays en développement. Après trois ans de travail, les auteurs du rapport livrent le résultat de leurs réflexions, et adoptent des « filières de raisonnements » qu'il est fort utile de suivre, pour en tirer ensuite peut-être un certain nombre d'enseignements pour la conduite des travaux français de planification à moyen et à long terme.

L'objet de cet article est donc :

— d'analyser, dans une première partie, les *thèmes essentiels*, les méthodes de raisonnement, et les réponses données aux principaux problèmes du futur de l'économie mondiale à l'horizon de l'an 2000 ;

(1) *Interfuturs* : « Face aux futurs : pour une maîtrise du vraisemblable et une gestion de l'imprévisible. » OCDE, juin 1979.

— d'examiner ensuite les résultats des différents *scénarios* chiffrés qui ont été construits à cette occasion, pour illustrer ces raisonnements ;

— et de tenter de tirer certaines *conclusions*, en ce qui concerne la conduite d'une stratégie économique française à long terme.

I - Les tendances lourdes.

C'est à la fois l'originalité et le mérite des auteurs du rapport *Interfuturs* que d'avoir intégré aux analyses économiques de type classique des facteurs socio-économiques et politiques, pour tenter de prendre en compte ce qui est aux racines mêmes de tous les phénomènes économiques : conflits sociaux, transformations éventuelles des valeurs, luttes politiques, évolutions probables des institutions, stratégies des principaux acteurs...

Ce faisant, ils suivent des « *filières de raisonnements* », et tentent de dégager des liaisons causales qui viennent compléter les relations comptables et les contraintes d'équilibres macroéconomiques traditionnelles. Ils le font volontairement à un *niveau très global*, pour mieux voir au départ, et de façon cohérente, à l'échelle d'un monde découpé en quelques grandes régions, quelles pourraient être, à long terme, les politiques alternatives des pays de l'OCDE dans leur ensemble. Les analyses par types d'activités sur les structures industrielles, ou les études annexes sur les principales régions du Tiers-Monde ne servent, dans le dessein général du travail, qu'à mieux cerner les problèmes globaux, et mieux montrer l'importance de tous les *phénomènes d'interdépendance* entre sous-ensembles de pays, ou entre catégories de problèmes.

Dans cette optique, quelles sont les principales réponses apportées par l'équipe d'« *Interfuturs* » aux problèmes de long terme de nos sociétés ? Existe-t-il des contraintes au niveau des ressources mondiales ? Des contraintes sur le plan des équilibres macroéconomiques visibles ? Des chances de développement plausibles pour le Tiers-Monde d'ici l'an 2000 ?

1 - Des ressources mondiales suffisantes mais mal réparties.

Un examen approfondi des problèmes de capacités de production à long terme de l'économie mondiale prise dans son ensemble, fait apparaître que — compte tenu d'une croissance assez forte de la population du Tiers-Monde, et d'une augmentation modérée de la consommation par habitant d'ici l'an 2000 — aucune contrainte physique globale n'existe à cet horizon, qui devrait freiner la croissance de l'ensemble économique mondial ; de même qu'aucune limitation de cette croissance ne pourrait provenir de l'insuffisance de potentiel productif humain en lui-même, abstraction faite de tous les problèmes de type socioéconomique de relations entre les Etats du monde.

a) Une alimentation adéquate, au prix d'immenses efforts.

Tous les calculs faits par les techniciens montrent que, théoriquement à long et même à très long terme les ressources disponibles dans le monde permettent de nourrir une population beaucoup plus nombreuse qu'actuellement. Le passé récent a montré également qu'un doublement de la production agricole mondiale pouvait s'opérer dans un laps de temps relativement court (vingt-cinq ans). Pour l'avenir, et s'agissant des céréales — qui constituent l'élément de base, direct ou indirect, le plus important pour l'alimentation humaine — un développement encore sensible des surfaces est considéré comme possible à l'horizon 2000 (2) de même qu'un accroissement notable des rendements et même l'amorce d'un développement de certaines techniques biologiques nouvelles.

Le vrai problème — plus difficile à résoudre — est celui des *inégalités de situations entre pays*, déjà posé de nos jours, et qui risque d'avoir des implications dramatiques dans le dernier quart de siècle, compte tenu des besoins nouveaux de nombreux pays du Tiers-Monde : certains pays de l'hémisphère Sud devraient tripler leurs productions de céréales d'ici vingt-cinq ans, et de graves problèmes se poseront : de conservation des sols, de répartition des cultures, d'investissements et de coopération véritable entre pays développés et en développement — en même temps que d'échanges de produits entre le Nord et le Sud du monde.

b) Energie : vingt mauvaises années à passer.

A très long terme, c'est-à-dire à un horizon dépassant largement l'an 2000, il n'y a pas de problème mondial de ressources énergétiques, d'après les auteurs du rapport *Interfuturs*. Les ressources fossiles du globe, les possibilités raisonnables de production d'énergie nucléaire — de fission ou de fusion — solaire, ou géothermique suffisent amplement, même pour une population de 12 milliards d'habitants en 2075, consommant 40 milliards de TEP (3).

Mais, *d'ici la fin du siècle*, la période de transition s'annonce difficile, particulièrement dans la dernière décennie 1990-2000, du fait :

— de l'augmentation encore sensible des besoins en énergie des pays industriels, même dans l'hypothèse probable d'une croissance économique plus modérée et d'une élasticité plus faible entre PNB et consommation d'énergie : doublement en vingt-cinq ans (3,6 à 7,4 milliards de TEP) ;

(2) Près de 50 % dans les pays industriels, et presque 100 % dans le Tiers-Monde, surtout en Amérique latine et en Afrique. Les travaux de l'équipe Léontief aboutissaient à des conclusions voisines en insistant sur l'ampleur des investissements à réaliser d'ici la fin du siècle pour résoudre ces problèmes de survie du Tiers-Monde.

(3) A comparer au 0,5 milliard de TEP consommé en 1900, au 1,7 milliard de TEP de 1950, aux 5,6 milliards de TEP de 1974, aux 12 à 15 milliards de TEP dont la production est envisagée à l'horizon 2000 dans les différents scénarios d'*Interfuturs*.
TEP : Tonne d'équivalent-pétrole.

— du développement nouveau des besoins en énergie du Tiers-Monde, lié aux projets d'industrialisation de la plupart d'entre eux, et à la croissance démographique elle-même : les différents scénarios chiffrés d'*Interfuturs* tablent sur un sextuplement des besoins (de 0,7 à 4,8 milliards de TEP) (tableau 1) ;

— du déclin relatif probable des ressources en pétrole et gaz, dans le bilan énergétique global, malgré le doublement envisagé de la production d'ici l'an 2000 ; ce calcul étant fondé sur les réserves connues, et les ressources estimées ;

— du coût croissant des investissements à réaliser dans le domaine de l'énergie primaire (offshore — pétrole de récupération — nucléaire, liquéfaction de charbon, énergies futures...) et dans le domaine des économies d'énergie ;

— des divergences d'intérêts à long terme entre producteurs et consommateurs... sans parler des risques de tensions ou conflits politiques, qui peuvent peser sur la détermination des prix ou sur les quantités offertes.

Sans dramatiser — puisque le problème n'est pas considéré insoluble — les auteurs de l'étude insistent sur l'*importance des décisions à prendre d'ici 1985* par les différents pays membres de l'OCDE :

— au niveau national, pour mettre en œuvre des politiques rigoureuses d'économies d'énergie, de développement du nucléaire civil, et du charbon, et pour intensifier les recherches sur les énergies nouvelles ;

— au plan international, pour mieux prendre conscience de tous les phénomènes d'interdépendance entre pays (consommateurs — OPEP — Tiers-Monde non pétrolier), et surtout peut-être des liens à établir entre la solution des problèmes énergétiques et des problèmes de développement en général.

c) Matières premières : concentration géographique des réserves et vulnérabilité de l'Europe et du Japon.

Dans ce domaine également, et sur le plan global, les auteurs du rapport ne pensent pas qu'il puisse y avoir, d'ici l'an 2000 et même au-delà, une pénurie de matières premières minérales par épuisement des ressources (4). Tout indique que le montant actuel des réserves — qui ont crû déjà de façon spectaculaire de 1950 à 1975 — pourrait s'accroître encore très sensiblement dans l'avenir, soit à la suite d'une hausse de prix des minerais, soit du fait de la mise au point de nouveaux progrès techniques. Aucun problème ne se pose donc, à ce niveau global, sans même qu'il soit besoin de prendre en compte les possibilités de substitution entre minerais.

(4) A quelques exceptions près, les ressources en minerais, identifiées ou supposées réelles, représentent actuellement approximativement trois fois les réserves (définies comme constituant des ressources identifiées dont on peut, à la date de l'évaluation, extraire économiquement un minerai utilisable).

Tableau 1 - Demande mondiale d'énergie dans les différents scénarios d' « Interfuturs » (a). (En millions de tonnes d'équivalent-pétrole.)

| Régions | 1975 | 2000 | | | | |
|---|--------------|---------------|----------------|----------------|---------------|---------------|
| | | A | B ₁ | B ₂ | C | D |
| Amérique du Nord | 1 904 | 3 298 | 2 729 | 2 882 | 2 551 | 2 847 |
| Japon | 344 | 1 036 | 786 | 895 | 523 | 769 |
| CEE | 928 | 1 918 | 1 491 | 1 604 | 1 251 | 1 451 |
| Autres pays européens membres de l'OCDE | 232 | 623 | 447 | 495 | 388 | 458 |
| Australie et Nouvelle-Zélande | 68 | 122 | 91 | 97 | 90 | 96 |
| Total OCDE | 3 466 | 6 997 | 5 544 | 5 876 | 4 803 | 5 621 |
| URSS et Europe de l'Est | 1 359 | 3 090 | 2 998 | 2 998 | 3 090 | 2 769 |
| Amérique latine | 209 | 1 493 | (b) | 1 300 | 1 336 | 1 219 |
| Asie du Sud | 103 | 424 | — | 379 | 250 | 310 |
| Asie de l'Est et du Sud-Est | 79 | 566 | — | 479 | 493 | 438 |
| Chine | 326 | 1 774 | — | 1 773 | 1 774 | 1 774 |
| Afrique du Nord et Moyen-Orient | 28 | 200 | — | 152 | 152 | 151 |
| Afrique sub-saharienne | 21 | 94 | — | 79 | 60 | 105 |
| Total pays en développement (Chine comprise) | 766 | 4 510 | 4 161 | 4 161 | 4 065 | 3 997 |
| Total monde | 5 606 | 14 622 | 12 449 | 13 180 | 12 002 | 12 434 |

(a) L'Afrique du Sud qui est comprise dans le total mondial et dans le total des pays développés ne figure dans aucune région.

(b) Le scénario B1 n'a pas été calculé région par région dans le cas du Tiers-Monde car il était difficile de traduire avec précision l'influence sur ces régions des modifications de la croissance au sein de l'OCDE. En retenant le même chiffre que pour B2 pour la consommation de l'ensemble du Tiers-Monde, le scénario surestime sans doute cette consommation, compte tenu de la modification du type de croissance.

En revanche, il est toujours possible qu'un problème d'accès aux matières premières apparaisse — et du fait de la *très forte concentration régionale des réserves* (5), et du caractère très oligopolitique des marchés. Cette inégale répartition des réserves peut influencer, dans une certaine mesure, non seulement sur les prix, mais aussi sur les quantités livrées, en cas de tensions politiques.

Les zones du monde les plus dépendantes sont : l'Europe occidentale, le Japon, certains pays d'Europe centrale, et près de 70 % des pays en développement.

(5) Sur les vingt et un minéraux étudiés, — et mis à part le cas du cuivre — la part des cinq premiers pays producteurs n'est jamais inférieure à 65 %.

d) Une population du Tiers-Monde nombreuse, jeune et urbanisée.

Le sujet n'est pas traité de façon extensive par les auteurs du rapport *Interfuturs*. Seules quelques données introductives concernent la démographie, pour imaginer ce monde nouveau de l'an 2000, avec ses 6 milliards d'habitants environ (6), dont guère plus de 15 % pour l'OCDE, ses concentrations massives de population dans quelques grands pays du Tiers-Monde (7), et dans des agglomérations aux proportions gigantesques, surtout dans l'hémisphère Sud (tableau 2). Des problèmes graves risquent de se poser du fait des grandes divergences des structures par âges dans les pays du Nord et du Sud : 35 % de personnes de moins de quatorze ans dans les pays en développement, contre 22 % dans les pays industriels ; respectivement 5 % et 12 % de plus de soixante-cinq ans. D'autres peuvent survenir à terme du fait de migrations possibles, aux dimensions jusqu'à présent insoupçonnées.

Ceci étant, peu de développements sont consacrés aux problèmes de l'éducation, sauf pour déclarer que les progrès continus des connaissances ont toutes chances de favoriser l'avancée permanente de l'innovation — et indirectement la diffusion d'un certain nombre de technologies modernes permettant d'assurer la poursuite des progrès tendanciels passés de productivité.

Il semble bien que la main-d'œuvre, loin de constituer un obstacle à la croissance, risque au contraire de devenir l'une des ressources les plus abondantes de la planète.

Ainsi, les auteurs du rapport entendent-ils répondre dès le début de leur étude aux premières thèses du Club de Rome, fixant des limites à la croissance globale de la planète : en affirmant qu'à ce niveau quantitatif d'ensemble il n'existe pratiquement pas de rareté physique ou humaine. Ils soulignent, en revanche, que d'autres problèmes, sans doute fort complexes, se posent au niveau des jeux stratégiques et des conflits possibles entre pays, **acteurs, groupes d'agents, cherchant tous à défendre ou exploiter au mieux leurs intérêts ou leurs atouts, au sein d'un réseau complexe d'interdependances à l'échelle mondiale.**

(6) Variante faible des projections de l'ONU.

(7) Huit pays auraient 70 % de la population du Tiers-Monde en l'an 2000 : Chine, Inde, Indonésie, Brésil, Bangladesh, Pakistan, Nigeria et Mexique.

Tableau 2 - Population mondiale par régions. (En millions.)

| Pays | 1975 | 2000 | % de la population mondiale | Pays les plus peuplés en l'an 2000 |
|-------------------------------------|-------|-------|-----------------------------|---|
| Amérique du Nord | 237 | 275 | 5 | Etats-Unis (264) |
| Japon | 112 | 133 | 2 | Japon (133) |
| CEE | 259 | 265 | 4,5 | Allemagne fédérale (66) - Royaume-Uni (63) - France (62) |
| Autres pays européens de l'OCDE .. | 147 | 164 | 3 | Turquie (73) |
| Australie et Nouvelle-Zélande | 19 | 22 | 0,5 | |
| Total OCDE | 774 | 859 | 15 | |
| URSS et Europe de l'Est | 363 | 400 | 7 | URSS (315) |
| Chine | 823 | 1 148 | 20 | Chine (1 148) |
| Amérique latine | 328 | 556 | 9 | Brésil (213) - Mexique (132) |
| Asie du Sud | 828 | 1 359 | 23 | Inde (1 059) - Pakistan (147) - Bangladesh (144) |
| Asie de l'Est et du Sud-Est | 337 | 639 | 11 | Indonésie (238) - Philippines (90) - Thaïlande (86) - Viet-Nam (76) |
| Afrique du Nord et Moyen-Orient .. | 175 | 333 | 6 | Iran (67) - Egypte (65) |
| Afrique tropicale | 302 | 544 | 9 | Nigéria (135) |
| Total PVD (Chine exclue) | 1 970 | 3 431 | 58 | |
| Total monde | 3 960 | 5 838 | 100 | |

Source : Rapport *Interfuturs* et document préparatoire (chapitre VI).

Population des vingt-cinq plus grandes agglomérations urbaines en l'an 2000.
(En millions.)

(Sont en gras les agglomérations situées dans les pays développés.)

| | | | |
|------------------------------|---------------------|------------------------------|------------------------------|
| Mexico city 31,6 | Shanghai 19,2 | Karachi 15,9 | Manille 12,7 |
| Tokyo Yokohama . 26,1 | Bombay 19,1 | Los Angeles 14,8 | Osaka-kobe 12,6 |
| Sao Paulo 26,9 | Pékin 19,1 | Buenos Aires 14,0 | Paris 12,3 |
| New York 22,2 | Séoul 18,7 | Téhéran 13,8 | Lima 12,1 |
| Calcutta 19,7 | Djakarta 16,9 | Delhi 13,2 | Rhin-Rhur 11,3 |
| Rio de Janeiro .. 19,4 | Le Caire 16,4 | Londres 12,7 | Bangkok 11,0 |
| | | | Bagdad 10,9 |

2 - A l'Ouest, aptitudes économiques et contradictions sociopolitiques.

Trois plans d'analyse sont successivement abordés pour suivre la « filière de raisonnement » fixée au départ : celui des potentiels de croissance, celui des grands équilibres macroéconomiques et celui des comportements des agents face aux mutations probables des structures sociales et aux changements de rythme et de contenu de la croissance.

a) Une croissance économique potentielle toujours rapide.

Le premier point a déjà été évoqué précédemment : il n'apparaît pas qu'en principe il puisse exister des limites particulières et nouvelles à la croissance économique potentielle. Au contraire, le développement possible de nouvelles techniques d'ici à la fin du siècle serait de nature à relancer, à terme, les progrès de la productivité.

b) Trois entraves macroéconomiques.

Sans analyser le problème sur longue période dans le passé, ni chercher spécialement à démonter tous les mécanismes de l'actuelle crise de l'économie mondiale, les auteurs du rapport relèvent trois contraintes importantes, qui leur semblent pouvoir s'opposer à une croissance forte à long terme :

1) **Une insuffisance possible des investissements**, résultant à la fois d'un certain nombre de facteurs liés à la crise actuelle des économies occidentales (large volume de capacités excédentaires, déclin de la rentabilité réelle des investissements), et des incertitudes nouvelles concernant l'avenir : faiblesse de la demande, taux d'inflation élevé, hausses possibles des prix relatifs de l'énergie et des matières premières, réglementations sociales et fiscales nouvelles, absence de stabilité des taux de change et des taux d'intérêt.

2) **Des déficits de balances des paiements**, liés aux changements probables de la division internationale du travail et aux modifications des systèmes de prix relatifs. Ces déséquilibres, difficiles à ajuster dans la courte période — même avec un système de taux de change flexibles — toucheront particulièrement certains pays qui risquent fort d'adopter, en conséquence, *des politiques déflationnistes non coopératives*, venant freiner, de proche en proche, la croissance de tous.

3) **Une inflation trop forte**, entretenue par tous ceux qui se refusent à admettre une baisse quelconque de la progression ou du niveau de leurs revenus réels — peut aussi conduire par réaction à des politiques restrictives ou, par crainte de l'avenir, à des freinages des investissements.

Ces trois constatations de phénomènes très réels en cette période actuelle de crise ne doivent pourtant pas conduire à figer trop les images des futurs possibles ; car les explications fondamentales se situent d'après les auteurs, sur un autre plan : celui des facteurs sociaux, économiques et politiques qui en définitive déterminent ces contraintes.

c) Nouvelles aspirations et résistances aux adaptations.

Cherchant à mettre à jour les causes profondes du malaise des sociétés industrielles, le rapport *Interfuturs* analyse successivement les pressions qui s'exercent sur les structures, et les rigidités qui s'opposent, dans la plupart des pays, à des adaptations rapides.

1) Des pressions sociales nouvelles...

Le phénomène n'est évidemment pas nouveau, si l'on se réfère notamment aux bouleversements vécus par ces sociétés depuis la fin du dernier conflit mondial (urbanisation accélérée, exode rural, extension rapide de l'éducation, développement spectaculaire de certaines industries...). Mais les mutations futures de nos sociétés seront sans doute de nature radicalement différente — correspondant en quelque sorte à l'amorce d'un nouveau cycle historique d'évolution — et seront d'autant plus difficilement acceptées qu'elles prendront corps dans un contexte économique de croissance probablement ralentie.

* La baisse générale de la fécondité et le vieillissement prévu de la population (8) devraient entraîner — à défaut de politiques vigoureuses de retournement progressif des tendances — une modification importante du paysage économique de ces sociétés, surtout au début du siècle prochain, et déjà dans les deux prochaines décennies une évolution sensible des comportements de demande de consommation des agents économiques (moins de logements, et de biens durables annexes, plus de services collectifs au niveau de la santé mais peut-être moins en revanche sur le plan de la formation).

* Les changements de *systèmes de valeurs*, exerceront, de toute évidence, un impact notable sur la croissance de nos sociétés occidentales — avec des nuances sensibles de pays à pays. Une nouvelle culture post-matérialiste a fait son apparition dans les couches les plus jeunes de la population, revendiquant à la fois l'affranchissement de l'individu vis-à-vis d'un certain nombre de contraintes passées, facteurs d'inégalités, et la création de groupes nouveaux et plus solidaires. Cette rupture par rapport au passé, et par rapport aux autres générations encore majoritaires, contribuera fort probablement à affecter dans un certain nombre de pays le consensus social — en matière d'emploi, d'organisation des entreprises, de progrès techniques et d'environnement. Elle pourrait contraindre les pouvoirs publics à aménager le contenu de la croissance elle-même. En tout état de cause, elle modifiera les données de la demande future de biens et services dans nos sociétés occidentales.

* Les *structures de production* auront tendance à se modifier profondément, elles aussi, et pour diverses raisons. Les changements possibles de la composition de la demande finale viennent d'être évoqués. Mais d'autres facteurs interviendront également, qui tiennent aux mutations probables des processus de production, sans doute plus informatisés, plus capitalistiques,

(8) Les plus de soixante-cinq ans représentent 7,6 % de la population en 1950, 10,5 % en 1975, et fort probablement 12,4 % en l'an 2000.

intégrant plus de services aux opérations de transformations industrielles. L'accroissement probable des coûts relatifs de l'énergie et des matières premières, ou les charges croissantes dues aux contraintes d'environnement, devraient aussi entraîner un accroissement de la part des investissements — aux dépens de la consommation. Les nouvelles politiques de développement industriel du Tiers-Monde, enfin, devraient transformer profondément les données de tous les problèmes de division internationale des productions et de prix relatifs, et amplifier l'effet des facteurs précédents de pressions internes sur les structures productives des sociétés industrielles occidentales.

2) ...mais des rigidités très fortes, et donc des résistances aux adaptations nécessaires.

Face aux pressions et aux défis du futur, quelles sont les capacités d'adaptation au changement de ces sociétés ? Les auteurs du rapport *Interfuturs*, cherchent à déceler le plus objectivement possible tous les facteurs de rigidité de nos sociétés — sans chercher, bien évidemment, à traiter au fond des causes premières.

Ils constatent un phénomène général d'« *oligopolisation sociale* » dans la plupart des pays industriels, se traduisant, dans bien des cas, par une véritable sclérose institutionnelle, et par un refus plus ou moins déguisé des innovations et des changements :

- dans la réaffectation de revenus ;
- sur le marché du travail ;
- et dans les conditions de vie (problèmes de mobilité notamment).

Les pouvoirs publics voient, de ce fait, leurs attributions croître et en même temps leurs capacités de réponse et d'adaptation aux changements se réduire. Ils en viennent paradoxalement à créer eux-mêmes, par la multitude des réglementations et des mesures de protection qu'ils adoptent et par la part croissante qu'ils sont parfois conduits à prendre dans l'activité industrielle, de nouvelles rigidités du système.

3 - Au Sud, une croissance plus rapide mais peut-être éclatée.

Les pays du Sud constituent un ensemble beaucoup plus hétérogène que le bloc des sociétés industrielles occidentales. La diversité de leurs situations, sur le plan de la population, des ressources, des niveaux de revenus et de développement incite à utiliser des modes d'approche quelque peu différents.

Les auteurs du rapport *Interfuturs* ont donc procédé à une revue de ce monde en développement, zone par zone, en cherchant à apprécier le poids des contraintes naturelles, historiques, économiques, sociopolitiques — pour en tirer ensuite un certain nombre d'enseignements pour une prospective globale :

a) Un changement plus rapide qu'à l'Ouest.

L'hémisphère Sud de notre planète se transformera beaucoup plus profondément, dans les vingt ans qui viennent, que l'ensemble des pays industriels. Déjà, depuis vingt-cinq ans, le Tiers-Monde a subi le plus formidable bouleversement de son histoire : décolonisation, explosion démographique, développement de l'éducation, urbanisation massive ont abouti à modifier sensiblement les structures sociales de ces pays.

A l'horizon 2000, tout porte à croire que l'ensemble de ces structures économiques et sociales se modifieront encore de façon plus sensible dans un certain nombre de ces pays. La croissance économique y sera plus forte que dans les pays industriels avancés ; l'industrie du Tiers-Monde pourrait représenter, Chine non comprise, 17 % environ de la production mondiale en l'an 2000, soit presque l'équivalent de la production industrielle de l'OCDE en 1970 ; quelques agglomérations urbaines atteindront, dans certains pays, des dimensions surprenantes, même à nos yeux d'occidentaux (cf. tableau 2).

b) Des disparités accentuées.

Personne, ne croit, malheureusement, qu'il puisse être remédié d'ici l'an 2000 à tous les problèmes de pauvreté qui sévissent en Asie du Sud et dans une grande partie de l'Afrique tropicale. Ces pauvres absolus, à l'échelle du monde, pourraient représenter encore 400 à 700 millions de personnes, selon l'importance des aides extérieures qui seront accordées.

Quelques pays sont en train de devenir des nations industrielles (en Amérique latine et dans certains îlots de développement asiatiques).

D'autres, encore en voie d'industrialisation pour quelques décennies, commenceront à jouer, eux aussi, un rôle non négligeable dans la réaffectation mondiale des activités industrielles ; de même que ceux qui disposent de ressources minérales importantes — énergétiques ou non — et qui devraient bénéficier de possibilités d'exportation et de croissance relativement élevées.

Enfin, les pays-continentaux — l'Inde et surtout la Chine — auront fort probablement à l'horizon de l'an 2000 une influence économique, industrielle et politique notable sur la scène mondiale.

c) Le choix entre trois stratégies.

De grandes incertitudes existent, pourtant, sur les stratégies de développement qui seront adoptées par les différents pays — et donc sur les cheminements de croissance qu'ils suivront. Les choix sont multiples :

— ou un mode de développement occidental classique, avec accumulation de capital, industrialisation, intégration dans le marché mondial, et apports techniques des sociétés transnationales ;

— ou des stratégies réformistes, alliant aux volontés de croissance économique des objectifs de redistribution des revenus, et de plus grande harmonisation des structures économiques et sociales ;

— ou des stratégies plus radicales, axées par exemple sur l'amélioration rapide du niveau de vie de la partie la plus pauvre de la population, pour assurer à chacun la satisfaction de ses besoins essentiels (nourriture, logement, santé et éducation).

Ces choix de développement, de nature politique au sens large, influenceront évidemment de façon importante sur les conditions de la croissance, et nul ne peut prévoir, à l'heure actuelle, ce qu'ils seront dans bien des pays. Personne ne peut exclure non plus, à la limite, que des ruptures socio-économiques profondes se produisent dans quelques pays, qui remettraient en cause tous les schémas d'analyse actuels.

d) De toute façon, un impact majeur sur l'Ouest.

Sur tous les plans, les *problèmes d'interdépendance* entre Nord et Sud prendront une ampleur de plus en plus grande (ce qui signifie pas pour autant qu'ils feront nécessairement l'objet d'une concertation globale et rationnelle).

— sur le plan *énergétique*, il est évident que les politiques de l'OPEP auront une influence sur la croissance des pays développés et du Tiers-Monde non producteur de pétrole (dont la consommation énergétique quadruplera en vingt-cinq ans, passant de 441 millions de TEP en 1970 à 1,865 milliard de TEP en l'an 2000) ;

— sur le plan agricole et *alimentaire*, l'importance des échanges entre Nord et Sud ne fera sans doute que croître, compte tenu notamment du déficit céréalier croissant de certains pays en développement ;

— sur le plan *industriel*, c'est tout le problème de la nouvelle division internationale du travail qui se pose — et pas seulement comme actuellement pour un nombre très limité de pays du Tiers-Monde ;

— il est certain, enfin, que tous les problèmes de transferts de *technologies*, de *financement* des investissements massifs qui devront être réalisés dans les pays du Sud, et d'*aide* aux plus déshérités seront aussi des éléments importants de la négociation permanente entre pays développés et en développement pour l'instauration souhaitable d'un nouvel ordre économique international.

Les pays industriels (9) devront, au fil des ans, attacher de plus en plus d'importance à tous ces problèmes d'interdépendance, se sentir réellement coresponsables de l'avenir mondial, et donc mettre en œuvre des stratégies nouvelles permettant de construire, au profit de tous les pays en développement, mais aussi dans leur intérêt propre à long terme, un système économique mondial plus harmonieux et plus juste.

(9) Pays occidentaux et pays de l'Est, étrangement absents de l'ensemble des réflexions prospectives menées par l'équipe *Interfuturs*.

II. - Les six scénarios d'« Interfuturs ».

Pour définir des scénarios permettant d'explorer raisonnablement l'univers des possibles, *Interfuturs* a choisi de caractériser le jeu des grands acteurs mondiaux selon le contenu de leurs stratégies :

— sur le plan interne, les grands sous-ensembles de pays ont des objectifs de développement et d'*adaptation aux changements* de l'état du monde ; et les valeurs de base qui sous-tendent leurs stratégies sont *plus ou moins acceptées* par l'ensemble des groupes sociaux ;

— sur le plan des relations entre les pays, Nord-Nord (10) ou Nord-Sud, la gamme des possibles est envisagée : *concertation étroite*, négociation, *concurrence* entre pôles différents, tensions et *conflits*.

Les taux de croissance sont considérés comme des résultantes de ces stratégies.

1 - Les choix stratégiques.

Dans un premier temps, *quatre dimensions* ont été retenues : les dynamiques internes des pays industriels occidentaux — les relations entre ceux-ci — les relations Nord-Sud et les dynamiques internes des pays en développement. Et un certain nombre de stratégies et de comportements ont été envisagés, au sein de chacune de ces dimensions, comme indiqué ci-après :

a) A l'Ouest :

croissance à l'ancienne, nouvelles valeurs, tensions internes.

* Soit il existe un consensus général sur des objectifs et des valeurs faisant référence aux *concepts anciens de croissance* économique prioritaire.

* Soit on suppose, au contraire, un *consensus sur des valeurs sociétales différentes*, de croissance plus modérée mais plus axée sur une vision nouvelle de qualité de la vie ; donc une stratégie délibérée d'adaptation à ces valeurs nouvelles.

* Soit existe un *pluralisme de valeurs*, donc des tensions entre groupes sociaux, et des difficultés d'adaptation qui ont pour conséquence : une croissance relativement modérée sur le plan général et sur une longue période, d'une part, et de l'autre une plus ou moins grande différenciation des straté-

(10) Il s'agit en fait de l'Ouest, car les pays de l'Est sont absents dans la définition des scénarios (voir l'article de G. Wild dans ce même numéro).

gies des pays se traduisant notamment par des évolutions plus ou moins divergentes.

b) Relations Ouest-Ouest : collégialité ou rivalité.

* Soit dans l'optique d'une sorte de *gestion collégiale*, et de concertation entre USA, Europe, Japon, les politiques de ces trois sous-ensembles sont orientées vers l'ouverture, et favorisent une certaine stabilité économique.

* Soit les tensions entre sociétés industrielles aboutissent à la constitution de *trois pôles concurrents* : Amérique du Nord, Europe, Japon et se traduisent par des restrictions au niveau des échanges entre ces trois blocs.

c) Relations Ouest-Sud : concertation, polarisation, autonomie.

* Soit Ouest et Sud négocient, se *concertent* et acceptent un développement de leurs échanges réciproques en même temps qu'une adaptation progressive de leurs structures économiques, en relation avec les besoins spécifiques des différents groupes de pays du Tiers-Monde.

* Soit, il se produit une *fragmentation* du Tiers-Monde en trois continents, respectivement liés aux trois pôles industriels du Nord : Amérique latine et Amérique du Nord, Afrique et Europe, Asie et Japon.

* Dans une autre hypothèse de conflit et de division entre Nord et Sud, le Tiers-Monde se sépare, dans la mesure du possible, des pays industriels, pour rechercher une *autonomie* collective plus grande — les échanges entre Nord et Sud se réduisent.

d) Les pays du Sud se définiraient par rapport à l'Ouest.

Différentes stratégies sont concevables pour les pays du Sud, en fonction des situations des divers groupes de pays en développement, de leurs relations avec le Nord, et de leurs objectifs propres de développement.

* Soit, ils adaptent plus ou moins leurs politiques aux conclusions des négociations avec le Nord.

* Soit le monde est fragmenté en trois blocs distincts.

* Soit ces pays recherchent une autonomie collective plus grande, par le développement interne de secteurs jugés prioritaires.

e) Une cinquième dimension.

Dans la pratique, les auteurs du rapport n'ont pas tenu compte de cette quatrième dimension pour la définition des scénarios généraux qu'ils ont retenus — se réservant de prendre en considération indirectement ces

problèmes au niveau des analyses régionales, et lors de l'examen des relations Nord-Sud. En revanche, ils ont estimé qu'il était opportun de chercher à différencier davantage les politiques internes des pays industriels, en retenant comme hypothèse de base, comme s'il s'agissait d'une cinquième dimension :

* Soit une convergence des productivités entre ces pays, avec rattrapage progressif du niveau atteint par les Etats-Unis — chaque pays industriel non américain voyant donc décroître progressivement le taux de croissance de sa productivité jusqu'à ce qu'il rejoigne, en niveau et en tendance, la productivité des Etats-Unis (la date de rattrapage est d'autant plus rapprochée que le niveau actuel et le taux de croissance de sa productivité sont plus élevés).

* Soit, au contraire, une divergence des taux de croissance des productivités entre pays industriels d'ici l'an 2000, tenant en fait à des facteurs structurels de base, de type macroéconomique, différents selon les pays.

En croisant dimensions des problèmes et stratégies possibles des acteurs, six scénarios ont été construits qu'on peut présenter sous forme de schéma :

| | Scénario de croissance forte | Croissance plus lente | | | Scénario de rupture Nord-Sud | Scénario tripolaire (et protectionniste) |
|--|---|----------------------------------|---|--|--------------------------------|--|
| | | Scénario de nouvelle croissance | Scénario de croissance modérée mais convergente | Scénario de croissance modérée et divergente | | |
| | | A | B ₁ | B ₂ | | |
| I - Dynamiques internes des pays industriels. | I ₁ concept ancien de croissance | I ₂ nouvelles valeurs | I ₃ conflits entre groupes sociaux | | | |
| II - Relations entre pays industriels. | II ₁ gestion collégiale | | | | | II ₂ fragmentation |
| III - Relations entre pays industriels et PVD | III ₁ concertation et accroissement des échanges | | | III ₃ conflits | III ₂ fragmentation | |
| V - Evolution des productivités dans les pays industriels. | V ₁ convergence des productivités | | | V ₂ divergence des productivités | | |

Tableau 3 - Taux de croissance annuels du PIB - 1975/2000.

| Pays | Scénario de croissance forte (A) | Scénario de croissance modérée (B ₂) | Scénario tripolaire (D) | Scénario de rupture Nord-Sud (C) |
|------------------------------------|-------------------------------------|---|----------------------------|-------------------------------------|
| USA - Canada | 3,3 | 2,5 | 2,7 | 2,4 |
| Japon | 6,9 | 6,0 | 5,6 | 2,5 |
| CEE | 4,4 | 3,3 | 3,0 | 2,0 |
| Reste Europe | 6,0 | 5,4 | 4,6 | 2,7 |
| Australie, Nouvelle-Zélande | 3,7 | 3,2 | 3,7 | 2,4 |
| DCDE | 4,4 | 3,5 | 3,4 | 2,3 |
| Europe de l'Est | 5,0 | 4,8 | 4,8 | 4,2 |
| Chine | 6,0 | 6,0 | 6,0 | 5,5 |
| Amérique latine | 7,0 | 6,5 | 6,3 | 5,8 |
| Asie du Sud | 5,0 | 4,5 | 4,0 | 3,9 |
| Asie de l'Est et du Sud-Est | 7,0 | 6,3 | 6,1 | 5,6 |
| Afrique du Nord et Moyen-Orient .. | 7,0 | 6,0 | 6,0 | 5,4 |
| Afrique tropicale | 5,9 | 4,4 | 5,7 | 3,6 |
| PVD sans la Chine | 6,7 | 6,0 | 5,9 | 5,3 |
| Monde | 5,0 | 4,4 | 4,3 | 3,5 |

Source : Rapport *Interfuturs*.

2 - Les six scénarios.

a) Croissance mondiale forte et concertée (scénario A).

Dans le scénario de forte croissance et de concertation internationale, les pays industriels bénéficient d'une reprise vigoureuse et durable de la production. Les investissements reprennent, la division internationale du travail s'accélère ; les échanges se développent ; la croissance mondiale est de l'ordre de 5 % par an, en moyenne sur les vingt-cinq années 1975-2000, celle de la CEE de 4,4 % et celle du Tiers-Monde (Chine exclue) est encore plus forte : 6,7 % par an.

b) Croissance modérée, harmonieuse et solidaire (scénario B₁).

Le scénario de nouvelle croissance (B₁) implique un changement de consensus sur les valeurs fondamentales de la société dans le monde industrialisé d'aujourd'hui. La croissance est supposée plus faible (elle n'a pas été chiffrée par les auteurs du rapport pour les différents pays ou zones du monde) ; elle est surtout qualitativement différente, et les structures d'emploi y sont notamment réaménagées en fonction de critères nouveaux. La croissance supposée des pays de l'hémisphère Sud est également plus modérée que dans le scénario précédent, avec un certain rééquilibrage entre pays, qui joue plutôt en faveur des pays les plus pauvres de la planète.

c) Croissance freinée par les tensions sociales aux Etats-Unis et en Europe (scénario B₂).

Dans le second scénario de croissance modérée (B₂) le PIB mondial croît de 4,4 % par an, de 1975 à 2000. Les affrontements entre groupes sociaux sont considérés comme la cause principale du ralentissement de la croissance surtout en Amérique du Nord (2,5 % par an) et dans la CEE (3,3 % par an). La productivité américaine est rattrapée par celle des autres pays de l'OCDE.

d) Croissances divergentes à l'Ouest (scénario B₃).

Ce scénario ressemble au précédent (la croissance mondiale est la même) mais les divergences entre pays développés sont encore plus fortes au point que le Japon et l'Allemagne fédérale dépassent le niveau de productivité américaine.

e) Rupture Nord-Sud (scénario C).

L'hypothèse d'une rupture entre pays industriels et pays du Tiers-Monde est examinée dans le scénario C. Insatisfaits des résultats des négociations Nord-Sud pour la mise en œuvre d'un nouvel ordre économique international, les pays du Sud adoptent une politique d'autonomie collective et rompent un certain nombre de liens avec les pays de l'OCDE (échanges, investissements techniques). Ces derniers pays renforcent alors leur coopération entre eux et autour des USA, et intensifient encore plus leurs échanges mutuels. Les résultats de ce scénario sont éminemment défavorables : pour le monde dans son ensemble (3,5 % de croissance par an), mais surtout pour l'OCDE, la CEE et surtout le Japon (voir tableau 3).

f) Trois blocs Nord-Sud (scénario D).

Le dernier scénario étudié par l'équipe d'*Interfuturs* permet d'imaginer les principales conséquences économiques d'une hypothèse de fragmentation du monde en trois blocs Nord-Sud, liés aux USA, au Japon et à l'Europe — entraînant une déformation sensible des courants d'échange et de la division internationale du travail. L'Amérique du Nord, de même que les pays en voie de développement, les pays de l'Est et la Chine ne semblent guère affectés dans ce cas. La CEE semble être la plus touchée (3 % de croissance seulement).

g) Conclusion : des probabilités inégales.

Ces « images » des futurs possibles ont été chiffrées à grands traits — essentiellement pour susciter des réflexions générales sur le long terme, et pour voir notamment les implications principales de ces situations à l'horizon 2000 sur les grands équilibres de l'univers (approvisionnement en énergie, bouleversements possibles de courants d'échange, transformations probables de la division internationale du travail à long terme). Elles ne sont pas exclusives, bien sûr, d'autres scénarios — qui donneraient plus d'importance aux problèmes d'une division réaffirmée du monde entre l'Est et Ouest par exemple, ou qui feraient plus de place aux problèmes structurels d'emploi (pas réellement résolus, même dans le scénario de forte croissance) et aux risques de transformations sociales encore plus profondes dans les pays industriels occidentaux.

Les auteurs du rapport *Interfuturs* ont, d'ailleurs, eux-mêmes classé plus ou moins explicitement, les scénarios selon leur degré de probabilité :

Le scénario de forte croissance (A) se voit consacrer de longs développements, qui en soulignent le caractère plutôt improbable vu les contraintes qu'il implique au niveau des comportements sociaux collectifs et des grands équilibres.

Le scénario de croissance modérée mais de nouvelle croissance (B₁), ne se voit pas non plus attribuer un fort coefficient de probabilité, du moins dans la plupart des pays industriels ; car le consensus nécessaire des opinions publiques suppose une conversion véritable, difficile pour beaucoup, compte tenu des pesanteurs historiques.

Le scénario de conflit Nord-Sud n'est pas à exclure, mais il est présenté comme une contre-solution.

Les scénarios les plus probables paraissent être ceux qui envisagent une croissance modérée, convergente ou divergente (B₂ et B₃) (11) et le scénario D, de fragmentation du monde en trois pôles et de protectionnisme.

(11) Avec, semble-t-il, un coefficient de probabilité peut-être plus élevé pour le second, du fait des potentiels d'adaptation différents des pays, face aux conditions changeantes du nouveau contexte économique international.

Encore faut-il envisager, semble-t-il, les problèmes de cheminement et les possibilités de combinaisons entre scénarios. Car rien ne permet d'exclure que les premières années soient marquées par des stratégies inspirées de scénarios B₂ et B₃, que des tensions protectionnistes apparaissent ensuite (sans exclure les menaces du scénario C), et qu'à plus long terme l'économie mondiale parvienne, de façon plus concertée, à retrouver un sentier de croissance plus harmonieux et plus durable, de type A ou même B.

3 - Gagnants et perdants.

a) La CEE perd dans tous les scénarios de conflit.

Si l'on examine de plus près les résultats plus détaillés à l'horizon 2000, par grandes zones et pays (tableau 3) pour quatre scénarios sur six, on constate à la fois que les évolutions sont très divergentes selon les pays ou groupes de pays, et que la CEE est perdante dans tous les scénarios où la concertation fait défaut, sur le plan international ou sur le plan interne.

— Les pays les plus touchés par une réduction de croissance imputable à des conflits internes de sociétés industrielles (scénario B₂) sont la CEE et les Etats-Unis ; le Japon ou le reste de l'Europe s'adaptent mieux ;

— La fragmentation du monde en trois blocs protectionnistes (scénario D) n'affecte que faiblement la croissance à long terme des USA et du Japon, liés qu'ils sont à des continents en voie d'industrialisation (Amérique du Sud, Asie du Sud-Est) — en tout cas beaucoup moins que l'Europe ;

— Le scénario C, de conflit Nord-Sud est catastrophique pour le Japon, la CEE, et le reste de l'Europe ; et dans cette situation de crise, le Nord industriel est beaucoup plus touché que le Sud à la seule exception des Etats-Unis.

b) Le Sud progresse mais ne rattrape guère en termes de revenu par habitant.

D'une façon générale les taux de croissance à long terme sont beaucoup plus élevés dans les pays en développement que dans les pays industriels. Ce qui ne signifie pas que leur taux de croissance par habitant soit nettement plus élevé (tableau 4), ni que l'écart entre pays riches et pauvres soit en voie de réduction significative : le rapport entre PIB par tête de l'OCDE et de l'ensemble des PVD sans la Chine passerait de 9,9 à 8,6 entre 1975 et 2000 (scénario B₂).

Les évolutions annuelles du PIB par habitant, de 1975 à 2000, sont également riches d'enseignements, et surtout les niveaux atteints par cer-

tains pays en l'an 2000, si les scénarios d'*Interfuturs* — fondés surtout sur les croissances en volume, et peu sur les jeux de prix relatifs — correspondent à la réalité des transformations de l'économie mondiale.

On constate alors que le *Japon dépasse l'Amérique du Nord* d'ici à l'an 2000, sauf détérioration du climat international (scénarios de conflit ou de fragmentation du monde).

L'Europe de l'Est rattrape pratiquement l'OCDE dans le scénario de conflit Nord-Sud (mais les auteurs du rapport sont peut-être un peu optimistes, en considérant que les pays de l'Est parviendront à se prémunir de toutes les conséquences d'une rupture du monde en deux zones séparées).

L'Afrique du Nord et les pays du Moyen-Orient n'auront pas une croissance par tête plus forte que l'Amérique latine ou l'Asie industrialisée de l'Est et du Sud-Est.

La Chine a un taux de progression démographique beaucoup plus faible que celui des autres pays en développement.

Tableau 4 - PIB par habitant (en \$ 1970), et taux de croissance annuels.

| Régions | 1975 | 2000 Scénario de croissance forte (A) | 2000 Scénario de croissance modérée convergente (B ₂) | 2000 Scénario tripolaire (D) | 2000 Scénario de rupture Nord-Sud (C) | Taux de croissance annuel de la population 75/2000 (migrations exclues) |
|---------------------------------|-------|---|--|---------------------------------------|---|---|
| US + Canada | 5 038 | 9 745 | 8 010 | 8 450 | 7 780 | 0,6 |
| Japon | 2 371 | 10 260 | 8 230 | 7 560 | 3 590 | 0,7 |
| CEE | 2 752 | 7 960 | 6 110 | 5 680 | 4 450 | 0,1 |
| Reste Europe | 1 049 | 3 950 | 3 420 | 2 800 | 1 790 | 0,4 |
| Australie, Nouvelle-Zélande | 2 568 | 5 600 | 4 910 | 5 490 | 4 020 | 0,6 |
| OCDE | 3 044 | 8 000 | 6 740 | 6 270 | 4 880 | 0,4 |
| Europe de l'Est | 1 700 | 5 330 | 5 080 | 5 080 | 4 730 | 0,4 |
| Chine | 256 | 800 | 800 | 800 | 710 | 1,3 |
| Amérique latine | 745 | 2 300 | 2 040 | 1 950 | 1 730 | 2,1 |
| Asie du Sud | 101 | 210 | 184 | 160 | 148 | 2,0 |
| Asie de l'Est et du Sud-Est | 224 | 720 | 620 | 580 | 510 | 2,6 |
| Afrique du Nord et Moyen-Orient | 845 | 2 450 | 1 940 | 1 940 | 1 680 | 2,6 |
| Afrique tropicale | 164 | 380 | 266 | 360 | 223 | 2,4 |
| PVD sans Chine | 306 | 887 | 753 | 739 | 638 | 2,3 |
| Monde | 960 | 2 210 | 1 920 | 1 850 | 1 530 | 1,6 |

c) Le recul occidental est particulièrement net pour l'industrie manufacturière.

L'essentiel des écarts entre taux de croissance par pays ou zone tient, sans doute, aux transformations des structures de production qui vont s'opérer dans les pays du Tiers-Monde — ou du moins certains d'entre eux — d'ici à la fin du siècle.

Les calculs publiés par Interfuturs sur la croissance et la répartition de la production industrielle mondiale sont éloquentes (tableaux 5 et 6). Ils ont été effectués après examen détaillé de la situation probable d'un certain nombre de grands secteurs d'activités industrielles — et donc sur la base d'hypothèses concrètes concernant une nouvelle division internationale du travail. D'autres calculs, complémentaires des premiers, peuvent être également proposés, pour aider à saisir, en milliards de dollars 1970, ou en % du PIB de chaque grand pays ou zone, l'importance du phénomène à l'horizon 2000.

Si au niveau mondial les évolutions de la PIB et de la production industrielle semblent très voisines, *les taux de croissance de la valeur ajoutée industrielle seront dorénavant, sauf exception, inférieurs aux taux de croissance du PIB dans les pays industriels.*

Ces mêmes taux de croissance seront, en outre, *très divergents* selon les pays :

— Les pays du Tiers-Monde (surtout ceux qui sont déjà en voie d'industrialisation) développeront leur industrie à un rythme bien plus élevé que les pays industriels (7 à 8 % par an contre 3 à 4 %) ;

— Les Etats-Unis et la CEE enregistreront de ce fait un déclin relatif très net à terme (respectivement 18 % et 16 % de l'industrie mondiale, contre 33 % et 22 % en 1970) ;

— Le Japon voit plafonner sa part dans la valeur ajoutée mondiale, et il est la principale victime du scénario de conflit entre le Nord et le Sud (sa part de l'industrie mondiale fléchit alors de 8 % à 6 %) ;

— L'Europe de l'Est améliore quelque peu ses positions ; et la Chine construit son industrie (4,2 % en 1970 à 9,6 % en l'an 2000) ;

— Dans les pays du Tiers-Monde, l'Amérique latine et l'Asie du Sud-Est surtout développent leur industrie, plus que l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. (Leur part dans le total mondial fait plus que doubler.)

Tableau 5 - Croissance de la production industrielle mondiale.

| Régions | Taux de croissance de la valeur ajoutée (% par an) | | | |
|------------------------------------|--|----------------|-----|-----|
| | A | B ₂ | D | C |
| US - Canada | 3,2 | 2,4 | 2,4 | 2,3 |
| Japon | 6,0 | 5,7 | 5,0 | 2,6 |
| CEE | 3,8 | 3,2 | 3,1 | 2,1 |
| Autres pays OCDE | 5,5 | 4,4 | 4,4 | 2,8 |
| OCDE | 4,0 | 3,4 | 3,3 | 2,3 |
| Europe de l'Est | 5,4 | 5,0 | 5,0 | 4,4 |
| Chine | 7,4 | 7,3 | 7,3 | 5,9 |
| Amérique latine | 8,1 | 7,6 | 7,8 | 7,1 |
| Asie du Sud | 7,2 | 6,5 | 4,5 | 4,1 |
| Asie de l'Est et du Sud-Est | | | 7,2 | 7,5 |
| Afrique du Nord et Moyen-Orient .. | 7,5 | 6,4 | 7,0 | 7,0 |
| Afrique tropicale | 5,4 | 4,6 | 4,7 | 3,4 |
| PVD sans Chine | 7,6 | 7,1 | 7,3 | 6,4 |
| Monde | 5,0 | 4,4 | 4,4 | 3,2 |

Source : Rapport *Interfuturs* (1970/2000 pour les scénarios A et B₂ ; 1975/2000 pour les scénarios D et C).

Tableau 6 - Répartition de la production industrielle mondiale.

| Régions | Répartition régionale de la valeur ajoutée | | | | |
|---------------------------------------|--|------|----------------|------|------|
| | 1970 | 2000 | | | |
| | | A | B ₂ | D | C |
| US - Canada | 33,0 | 19,3 | 18,3 | 18,7 | 23,1 |
| Japon | 7,1 | 9,0 | 10,2 | 8,5 | 5,8 |
| CEE | 22,4 | 15,8 | 15,9 | 15,7 | 14,9 |
| Autres pays OCDE | 6,2 | 7,0 | 6,1 | 6,6 | 4,9 |
| OCDE | 68,7 | 51,4 | 50,5 | 49,6 | 48,7 |
| Europe de l'Est | 19,3 | 21,0 | 23,2 | 23,0 | 24,0 |
| Chine | 4,2 | 8,0 | 9,6 | 9,6 | 8,2 |
| Amérique latine | 4,0 | 9,4 | 9,9 | 10,7 | 11,0 |
| Asie du Sud | 2,4 | 1,5 | 1,5 | 1,4 | 1,4 |
| Asie de l'Est et du Sud-Est | | 3,0 | 2,9 | 2,7 | 3,6 |
| Afrique du Nord et Moyen-Orient | 0,8 | 1,7 | 1,6 | 2,0 | 2,4 |
| Afrique tropicale | 0,5 | 0,8 | 0,8 | 0,9 | 0,7 |
| PVD sans Chine | 7,7 | 16,4 | 16,7 | 17,7 | 19,1 |
| Monde | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Source : Rapport *Interfuturs* (1970/2000 pour les scénarios A et B₂ ; 1975/2000 pour les scénarios D et C).

Contrairement à certaines idées habituellement reçues, ce développement industriel ne concerne pas que les productions de biens intermédiaires ou de consommation, puisqu'aussi bien, dans le cadre du scénario *Interfuturs* de croissance modérée convergente, les calculs présentés dans le rapport font état d'une croissance notable aussi bien dans les secteurs des biens d'équipement (4,6 % de la production mondiale en 1970, et 12,6 % en l'an 2000) que dans celui des autres produits industriels (8,4 % en 1970 et 17,9 % en l'an 2000).

Ces chiffres permettent mieux d'imaginer vers quelles transformations de structures pourrait s'acheminer le monde d'ici l'an 2000 :

— une production industrielle du Tiers-Monde en l'an 2000 — Chine exclue — de peu inférieure à celle de l'OCDE en 1970 ;

— l'Amérique latine ou la Chine représentant, en l'an 2000, 60 % environ de la production manufacturière de la CEE, et autant que celle du Japon (dans le scénario de croissance modérée).

Même si les chiffres sont destinés à illustrer des hypothèses de transformations de structures, et ne doivent nullement être assimilés à des prévisions, on ne peut manquer d'être frappé de l'ampleur des évolutions.

d) Les nouvelles structures du commerce mondial de biens manufacturés.

Parallèlement à ces transformations de structures industrielles, il est important de noter combien le paysage des marchés mondiaux de produits manufacturés est susceptible de se modifier d'ici la fin du siècle. Le tableau 7, extrait du rapport *Interfuturs*, permet de voir quelle est l'ampleur :

— du développement des échanges intra-OCDE et surtout intra-PVD, de 1970 à l'an 2000 ;

— de la poussée à l'exportation des pays de l'Est sur l'OCDE et les PVD ;

— des progrès sensibles des PVD eux-mêmes sur les marchés de l'OCDE dans les trois premiers scénarios ;

— du recul relatif de l'OCDE sur les marchés des PVD (sauf dans le scénario D).

Tableau 7 - Structure du commerce mondial des biens manufacturés 1970 et 2000 dans les quatre scénarios d'interfuturs.

| Zone exportatrice \ Zone importatrice | | OCDE | Europe de l'Est + Chine | PVD | Monde |
|---------------------------------------|---------|------|-------------------------|------|-------|
| OCDE | 1970 | 51,8 | 5,3 | 25,8 | 82,9 |
| | 2000 A | 40,8 | 7,4 | 19,6 | 67,8 |
| | 2000 B2 | 36,2 | 8,7 | 20,1 | 65,1 |
| | 2000 D | 23,8 | 8,4 | 33,6 | 65,8 |
| | 2000 C | 45,2 | 8,3 | 10,1 | 63,6 |
| Europe de l'Est + Chine | 1970 | 3,4 | 0,9 | 2,5 | 6,8 |
| | 2000 A | 6,4 | 1,6 | 6,0 | 14,0 |
| | 2000 B2 | 6,5 | 1,5 | 6,0 | 14,0 |
| | 2000 D | 6,2 | 0,6 | 3,8 | 10,6 |
| | 2000 C | 6,9 | 1,3 | 6,5 | 14,7 |
| PVD | 1970 | 8,3 | 0,9 | 1,1 | 10,3 |
| | 2000 A | 9,7 | 2,8 | 5,7 | 18,2 |
| | 2000 B2 | 11,8 | 3,3 | 5,8 | 20,9 |
| | 2000 D | 15,9 | 2,7 | 5,0 | 23,6 |
| | 2000 C | 5,3 | 3,4 | 12,9 | 21,7 |
| Monde | 1970 | 63,5 | 7,1 | 29,4 | 100 |
| | 2000 A | 56,9 | 11,8 | 31,2 | 100 |
| | 2000 B2 | 54,5 | 13,5 | 31,9 | 100 |
| | 2000 D | 45,9 | 11,7 | 42,4 | 100 |
| | 2000 C | 57,5 | 13,0 | 29,5 | 100 |

On a essayé de chiffrer ce commerce, en milliards de dollars 1970, en combinant ces pourcentages avec les indications qui étaient fournies dans le rapport sur les taux de croissance en volume du commerce mondial (12). Sur la base d'un commerce mondial de biens manufacturés de 200 milliards de dollars 1970, on obtient approximativement, en l'an 2000, et toujours en milliards

(12) Croissance annuelle du commerce total : 7 % (scénario A) ; 6,5 % (scénario B₂) ; 6 % (scénario D) et 5 % (scénario C). Croissance annuelle du commerce de biens manufacturés : 6,9 % (scénario B₂) ; 6,6 % (scénario D) et 5,2 % (scénario C).

de dollars 1970 : 1 750 milliards de dollars pour le scénario croissance forte (A), 1 500 pour le scénario de croissance modérée B₂, 1 400 pour le scénario tripolaire D, et 1 000 pour le scénario de conflit Nord-Sud, ce qui signifie — en examinant par exemple le scénario de croissance modérée (B₂) et en confrontant commerce et production industrielle —, que l'internationalisation de la production se développe encore très sensiblement de 1970 à 2000.

Le rapport production manufacturière exportée sur production industrielle passe, en effet, entre ces deux dates :

- de 27,1 % à 58,6 % pour l'ensemble de l'OCDE et
- de 28,6 % à 56,7 % pour l'ensemble des PVD (Chine exclue).

Même s'ils semblent un peu forcés, ces chiffres illustrent en tout état de cause les modifications très importantes que subiront les grands courants de produits industriels d'ici à l'an 2000.

*
**

Tels sont les principaux enseignements qui semblent pouvoir être tirés de l'examen des scénarios chiffrés d'*Interfuturs*. Il aurait été, certes, fort intéressant d'analyser les résultats chiffrés complets de l'étude, pour voir par exemple comment sont traités les volumes et les prix ; ou pour mettre en regard, zone par zone, les modifications de structure des productions, des consommations et des échanges ; ou pour relier emploi, investissements et productivités ; ou pour étudier les équilibres de balances des paiements de chaque pays ou zone.

Ce n'était pas, semble-t-il, l'objet de ce premier travail, qui se limitait semble-t-il à présenter des « scénarios illustratifs ». Tel quel, il devrait pouvoir constituer un point de départ fort utile pour des investissements systématiques sur les problèmes économiques de long terme, et une base pour des travaux de simulation, comportant des systèmes de calculs plus intégrés et des analyses de stratégies de cheminement.

Conclusions.

En conclusion, les différents scénarios construits par l'équipe d'*Interfuturs* semblent bien montrer que l'ensemble économique régional le plus sensible à toutes ces transformations probables des structures économiques mondiales est la CEE donc indirectement la France. Il importe donc de bien saisir à la fois les vulnérabilités nouvelles auxquelles il conviendra de faire face dans l'avenir à long terme et les efforts, investissements et reconversions indispensables, qu'il faudra effectuer au niveau des structures de base de la société française.

a) Les pays européens davantage vulnérables.

Il est certain, d'abord, que des *vulnérabilités nouvelles* affecteront dans l'avenir les pays européens — dans ce nouveau contexte mondial de croissance durablement plus réduite, assortie de tensions multiples entre pays, qui suivront peut-être des stratégies de développement différentes, et de tensions au sein même des systèmes sociaux internes des principaux pays industriels.

1) Une première certitude : **le développement industriel d'un certain nombre de pays du Tiers-Monde est inéluctable** ; il correspond à une nécessité vitale, pour des sociétés en croissance démographique forte, et il est devenu une réalité désormais plausible, du fait des possibilités croissantes de transferts de technologies, des facultés plus grandes d'adaptation d'une main-d'œuvre plus formée et des politiques rationnelles d'expansion internationale des plus grandes parmi les firmes capitalistes.

2) **La demande mondiale se modifiera** également à terme de façon très sensible — autant sinon plus qu'au cours des trente dernières années. S'agissant particulièrement des produits industriels, de nouvelles technologies se développeront, qui transformeront progressivement les processus de production et les modes de vie. De nouveaux besoins se feront jour dans les pays du Tiers-Monde, ce qui entraînera une modification profonde de l'industrie mondiale : type de produits, inputs en matières et en équipements, prix relatifs, localisations.

3) Dans cette phase de transformations des structures de production, **la concurrence entre pays industriels sera de plus en plus vive** : soit sur des créneaux spécialisés à haute technicité et forte valeur ajoutée, incorporant de plus en plus de biens d'équipements, et de procédés d'automatisation ; soit plus encore peut-être sur des gammes de produits banalisés ou des biens intermédiaires lourds que ces pays hésiteront à abandonner, malgré leurs excédents de capacités, pour éviter des phénomènes de dépendance excessive vis-à-vis de l'extérieur.

4) Dans ce monde moins stabilisé qu'il y a seulement dix ou vingt ans, la quatrième certitude réside, de façon paradoxale, dans **une multiplication des aléas** à approfondir : en matière de prix relatifs, d'approvisionnements, de politiques d'échanges et de politiques financières et monétaires, les possibilités de conflits sont multiples.

Pour être en mesure de faire face à tous ces *aléas, plus importants* que par le passé, il faudra non seulement s'adapter aux grandes tendances de fond de l'économie mondiale, mais aussi pouvoir rapidement changer de cap, redéployer des ressources, ou en créer de nouvelles, tout faire pour *accroître la mobilité potentielle des facteurs* au sein des systèmes économiques.

b) Voir, choisir, agir à l'échelle mondiale.

Il faut donc se doter des « *moyens nécessaires* » pour atteindre les objectifs de développement que peut se fixer, à terme, la société française —

en suivant, comme le font les auteurs du rapport *Interfuturs*, des filières de raisonnement jusqu'en amont, jusqu'aux facteurs premiers et jusqu'aux racines des phénomènes. Dans cette optique, il importe :

1) **De mieux voir**, et mieux comprendre à la fois les problèmes de l'économie mondiale future et les stratégies des autres, comme le font, avec des moyens autrement plus importants, le Japon, les Etats-Unis ou l'Allemagne fédérale. De mieux saisir aussi les phénomènes de moyen-long terme, sans oublier de consacrer les moyens nécessaires aux analyses du passé sur longue période. De mieux comprendre les mécanismes économiques, les évolutions de structures et de comportements — si différents de pays à pays pour des raisons de type essentiellement socioéconomique. D'informer enfin l'opinion publique pour qu'elle y trouve à la fois des sources de motivations et des occasions de participation.

Il est bien difficile de chiffrer la part souhaitable de la composante « information » dans un processus de production ; mais il est certain que bien des décisions à prendre à l'échelle européenne, qu'elles soient publiques ou privées, ont été reportées dans le passé, faute d'une vision assez claire de leurs implications à terme, et en réalité par absence de véritables scénarios opérationnels alternatifs de nature stratégique.

2) **De mieux choisir** des axes de développement adaptés, face aux transformations inéluctables à terme de la division internationale du travail.

Il convient donc d'adopter, de la façon la plus réaliste possible, et pour se libérer des contraintes extérieures, des *politiques de spécialisation* répondant à la fois aux impératifs de la demande mondiale à terme et aux possibilités de production nationales face aux potentiels des concurrents ou des associés. De telles politiques ont d'ailleurs deux volets toujours inséparables, impliquant la régression de certaines activités en même temps que la promotion de productions nouvelles. Elles doivent enfin être menées à plusieurs niveaux : alors que les entreprises sont principalement responsables des créneaux de production qu'elles choisissent, les pouvoirs publics ont pour tâche essentielle de fixer des orientations générales et de maximiser le développement des ressources nationales nécessaires.

3) **D'agir sur les structures**, sur les facteurs en amont de toutes les filières de transformations économiques — après calculs de type stratégique, et simulations alternatives intégrant, dans toute la mesure du possible, l'ensemble des éléments d'une véritable *analyse bioéconomique*, c'est-à-dire d'une analyse concernant les structures de vie et les transformations en profondeur de l'économie.

C'est donc un changement d'optique qu'il faut opérer, pour raisonner, à long terme, moins sur des produits, et des secteurs que sur des ressources, existantes ou nouvelles, des structures de décision, et finalement des atouts collectifs permettant d'espérer un développement harmonieux de la société française.

Michel Courcier.